1 310 PERSONNES RAPATRIÉES DE LIBYE

Moment de liesse au port d'Alger

C'est à 18h45 exactement que le car-ferry* Tassili II *a accosté au port d'Alger, sous les applaudissements de centaines de personnes. En provenance du port de Tripoli en Libye, le car-ferry appartenant à l'ENTMV avait à son bord plus d'un millier de personnes, dont une grande partie d'entre eux sont des étrangers.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Ils étaient 1 310 personnes à bord, dont 800 Sahraouis, 500 Algériens, des Tunisiens, des Égyptiens et Marocains ainsi que des Américains. L'émotion était forte lorsque le bateau algérien a accosté au port d'Alger. C'était un moment de liesse que le port d'Alger a vécu ce jeudi en début de soirée. A son arrivée, deux drapeaux ont été déployés par des passagers, l'un aux couleurs de l'Algérie et l'autre à celles de la République sahraouie.

D'autres voyageurs criaient «One Two Three Viva l'Algérie» depuis le navire. C'était un moment de forte émotion.

Parmi les personnes débarquées, de nombreuses femmes et enfants, beaucoup de jeunes «ravis de regagner un pays tranquille».

A bord du *Tassili II*, une équipe de médecins et psychologues devaient prendre soin des personnes évacuées. «Tout s'est bien passé», a-t-on indiqué.

Le débarquement se fait sous l'œil vigilant des éléments de la police aux frontières de la Sûreté nationale et des agents des douanes, venus en la circonstance très nombreux.

De nombreuses femmes et enfants, les traits tirés mais souriants sont descendus de l'énorme navire blanc. Ils ont passé les formalités sans difficultés tandis qu'à la sortie des douanes, des pancartes aux noms des villes algériennes attendaient de récupérer ceux qui voulaient rentrer dans leurs wilayas d'origine. Certains traînaient de grosses valises, des baluchons avec de nombreux jeunes «ravis de regagner un pays tranquille», selon le témoignage d'un Sahraoui venu de Benghazi.

Photo : Samir Sid

Le Tassili II enfin à Alger.

Parmi les étrangers débarqués à Alger, figurent également des Tunisiens et des Égyptiens. Le secrétaire d'Etat chargé de la Communauté algérienne à l'étranger Halim Benatallah, lors d'un point de presse improvisé au port d'Alger, a informé que 3 800 ressortissants algériens ont été rapatriés de Libye à ce jour.

Selon la même source, depuis le 24 février, un total de 6 000 personnes a été évacué vers l'Algérie, dont 2 200 étrangers de 27 nationalités, par air, mer et terre.

Il est à signaler que c'est sur instruction du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, que le bateau a été envoyé en urgence pour rapatrier les ressortissants algériens établis en Libye. *Tassili II* avait quitté samedi Alger à destination de Benghazi. Une délégation du ministère des Affaires étrangères, une mission médicale, des éléments de la Sûreté nationale et des journalistes étaient également du voyage.

Enfin, il est à préciser que les ressortissants algériens et étrangers ont bénéficié d'aide et assistance de la part de l'équipe composée de cadres des ministères des Affaires étrangères, de l'Intérieur et des Collectivités locales, de la Santé, la Population et la Réforme hospitalière et de la Solidarité et la famille.

A. B.

POUR AGRESSION SEXUELLE CONTRE UNE RESSORTISSANTE ALGÉRIENNE

Cinq ans de prison ferme pour l'ex-agent de la CIA à Alger

Andrew Warren, l'ex-chef de station de la CIA à Alger, accusé par deux femmes algériennes de les avoir droguées avant d'abuser sexuellement d'elles, a plutôt avoué les faits devant le tribunal à l'ouverture de son procès, rapporte un communiqué du secrétariat d'Etat à la justice étasunien, relayé par l'AFP. Il a été condamné à «65 mois de prison ferme» assortis de dix autres années de «liberté sous condition» une fois sa peine purgée.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Andrew Warren a donc plaidé coupable. Même s'il n'a reconnu l'agression que d'une seule femme, selon le communiqué. La dépêche ne précise pas laquelle d'entre elles. «Il a plaidé coupable d'avoir agressé sexuellement une femme en février 2008 après l'avoir rendue inconsciente en la droguant alors qu'il se trouvait à l'ambassade des Etats-Unis à Alger», indique-t-on.

Un revirement qui infirme la thèse de l'opération de recrutement pour des besoins d'espionnage et confirme bel et bien le crime d'un déséquilibré ou d'un drogué dont la «conscience» s'est éveillée brusquement pour qu'il aille jusqu'à avouer des faits que les enquêteurs n'ont pu révéler au cours de l'instruction pour les porter sur l'acte d'accusation : «Il a également plaidé coupable d'avoir, le 26 avril 2010, consommé de la cocaïne tout en tenant entre ses mains un pistolet semi-automatique calibre 9 de marque Glock». Et il devra purger une peine de cinq ans et cinq mois de prison et rester dix autres années en liberté sous condition. L'affaire avait éclaté en janvier 2009, lorsque les médias américains avaient annoncé l'ouverture d'une enquête judiciaire sur les agissements de Warren.

L'ambassade américaine à Alger avait confirmé peu après que le fonctionnaire avait été prié de quitter ses fonctions et était rentré aux Etats-Unis.

Lui avait toujours nié les accusations portées contre lui avant l'ouverture du procès, arguant des rapports sexuels consentants avec ses deux victimes.

Photo : DR

Andrew Warren.

A relire le mémoire introduit auprès du tribunal du district de Columbia (Etats-Unis) par l'agent Scott Banker du «Diplomatic Security Service (DSS)» à l'appui d'un mandat de perquisition dans la chambre d'hôtel où Warren a séjourné à son retour d'Alger à partir du 9 octobre 2008 — au Hilton Washington Hôtel (lire le *Soir d'Algérie* du 1er août 2010), document sur lequel ont été consignés les témoignages sous serment des deux ressortissantes algériennes affirmant avoir été droguées puis violées par l'agent de la CIA, on peut néanmoins deviner qu'il a avoué le viol de celle résidant en Espagne.

L. H.

TERRORISME

La veuve de l'ancien «émir» Sadaoui, fondateur de la katibat El Ansars, s'est rendue

La veuve de l'ancien chef terroriste, Samir Sadaoui, alias Abou Haytem, fondateur et chef de la katibat El Ansars, G. Rabia, âgée de 30 ans, s'est rendue aux services de sécurité. Native de la même région que l'«émir» Abou Haytem, le village d'Aïn El Hamra, au nord de la ville de Bordj-Ménaïel (Boumerdès), elle a épousé son chef qui a été, rappelons-le, abattu après une filature par les services spéciaux de l'ANP en 2007 dans la wilaya de Tizi-Ouzou. Selon nos informations, le père de G. Rabia a rejoint le GSPC qui ralliera par la suite l'Aqmi. Le père de G. Rabia était l'«émir» d'un petit groupe de terroristes. Quant à elle, la cour criminelle l'a condamnée, en 2008, à la prison à vie pour activités criminelles liées au terrorisme.

Pour rappel, Samir Sadaoui était un élément-clé au sein du GSPC avant son élimination. Il est le fondateur de la plus redoutable katibat du GSPC. La katibat El Ansars écumait toute la région de la Basse-Kabylie et le nord de Tizi-Ouzou.

Au sommet de sa sinistre gloire, à la fin des années 1990 et au début des années 2000, la katibat El Ansars était la phalange la plus efficace de la zone 2 du GSPC (centre du pays).

Abou Haytem faisait également partie de ceux qui avec Hassan Hattab ont créé le groupe salafiste pour la prédication et le combat, le GSPC.

Considérant qu'il commençait au sein de sa phalange à lui faire de l'ombre, le successeur de Hassan Hattab le rappela auprès de lui pour le désigner à la direction du mouvement armé. La veuve de Sadaoui rappelait aux terroristes de la région le souvenir et l'héritage de leur ancien chef.

Cette défection pourrait donc être prise comme indicateur sur le moral déliquescent de quelques groupuscules qui restent en activité dans la partie de la Basse-Kabylie et le nord de Tizi-Ouzou.

Abachi L.